

BOUMERDÈS

Un important réseau de Daesh démantelé

Ce que Daesh n'a pu réaliser par les armes avec l'émir El Gouri, originaire de Boumerdès, et son groupe de terroristes Djund El Khilafa, c'est-à-dire s'implanter en Algérie, il compte le réussir par le web.

Deux familles de la région de Boumerdès découvrent avec effroi qu'une étudiante de l'université M'Hamed-Bougarra de Boumerdès et une femme au foyer, mère de 2 enfants, recrutées par le web, sont parties en Syrie faire le djihad.

C'est ensuite au tour des policiers de la section de lutte contre la cybercriminalité dépendant de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Boumerdès de découvrir que 25 hommes et 10 femmes, âgés de 25 à 40 ans, tous recrutés par internet dans les wilayas de Boumerdès, Constantine, Blida, Tipasa, Oran, Béjaïa, Mascara et Alger, étaient sur le point de partir en Syrie et en Irak rejoindre l'organisation de Abou Bakr El Baghdadi. On imagine la suite si ces individus avaient réussi à accomplir leur

vœu. Certains seraient probablement revenus pour se faire exploser avant de rejoindre en petits morceaux le Paradis sans omettre d'atteindre le plus grand nombre de victimes. Par respect aux familles, on taira le sort réservé aux femmes.

Le réseau démantelé grâce à la perspicacité des cyberpoliciers

Tout a commencé au mois de novembre dans la région de Boudouaou, au centre de la wilaya de Boumerdès.

Le père de l'étudiante contacte les services de sécurité pour signaler la disparition de sa fille. Quelque temps plus tard, c'est le mari de la femme au foyer qui signale la disparition de son épouse. De fil en aiguille, les policiers font le lien entre les

deux femmes pour découvrir finalement qu'elles étaient parties ensemble en Turquie. En fait, ce pays n'est qu'une étape de transition. Leur destination véritable est la Syrie. Le père et le mari n'en revenaient pas. Pour eux, les deux femmes ne manquaient de rien et n'avaient aucune raison de quitter ainsi leurs familles. Ce qu'ils ne savent pas, c'est que cette organisation terroriste emploie de véritables spécialistes de lavage de cerveau qui exploitent la moindre faiblesse psychologique chez des individus pour casser leur résistance. Pour revenir à l'enquête, les cyberpoliciers ont poursuivi leurs investigations en axant leurs recherches sur les amis de Facebook des deux femmes. C'est à partir des indices récoltés qu'ils sont remontés au réseau de recrutement dirigé à partir de Syrie par des chefs terroristes.

Un commerçant d'Alger en équipements de téléphonie était le chef du réseau en Algérie. Au



Photo : DR

Les cyberpoliciers ont axé leur enquête sur les amis de Facebook des deux femmes.

total, les policiers ont arrêté 36 personnes dont 10 femmes.

Les policiers ont trouvé chez chacun des mis en cause un téléphone mobile de dernière génération. Ils ont également saisi une arme (un PA) et une somme de 1 milliard de centimes destinée à financer le voyage vers la Turquie et la Syrie. Tous les suspects ont été présentés

devant le procureur du tribunal de Boudouaou qui les a inculpés de détention illégale d'arme de guerre, adhésion à un groupe terroriste, apologie du terrorisme et soutien et financement d'un groupe terroriste. 31 d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt et 5 sont sous contrôle judiciaire.

Abachi L.

ACCORD DE PAIX INTERMALIEN

L'urgence d'une concrétisation

La lutte contre les groupes terroristes qui écumant le Sahel passe inévitablement par la résolution de la crise malienne. A elle seule, cette phrase prononcée hier par le représentant du SG de l'ONU pour le Mali a résumé l'esprit et l'importance de la réunion qui s'est tenue lundi dernier à Alger en vue d'impulser un nouveau souffle à l'Accord de paix ayant signé l'arrêt des combats entre l'armée malienne et les rebelles de l'Azawad sous la médiation algérienne.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Ce n'est pas un hasard non plus si l'ambassadeur burkinabé à Alger a axé l'essentiel de son intervention à la presse, et en marge des travaux à huis clos, sur les profits qu'auront à tirer «tous les pays de la sous-région». Meurtri par une récente attaque terroriste ayant conduit à la mort de 23 personnes contre un hôtel et un restaurant à Ouagadougou, l'ambassadeur burkinabé a ainsi mis l'accent sur «l'intérêt de tous les pays de la sous-région de mettre un terme à cette situation».

Son pays, rappelle-t-il, est engagé dans l'initiative du G5 (les Etats engagés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel) et contribuera à ramener la paix au Mali. «La mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali nous renvoie tout droit à l'actualité au Burkina Faso», conclut ainsi l'ambassadeur. Son point de vue est naturellement partagé par le ministre malien des Affaires étrangères lequel n'a pas manqué de faire remarquer les entraves que constituent les groupes terroristes à la mise en œuvre de cet accord. Et tous s'accordent en définitive à mettre l'accent sur l'urgence de la mise en application des résolutions retenues le 15 juin dernier dans le cadre de l'aboutissement du processus de paix impulsé par l'Algérie.

L'un des premiers points, et non des moindres, consiste en la mise en place de patrouilles mixtes dont le rôle est de sillonn

ner tout le Nord-Mali afin de veiller à la sécurité des populations.

Ces patrouilles doivent être composées de membres de l'armée régulière malienne et d'anciens combattants de l'Azawad. Bien qu'approuvée par les deux parties, la résolution a buté jusque-là sur des détails techniques et des questions liées au partage des tâches, a-t-on appris auprès de membres de la Minusma (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation du Mali).

Cette présence armée dans les zones nord du Mali, où activent notamment les groupes d'Aqmi et de Belmokhtar, réduira, de l'avis de tous, la nuisance terroriste mais aussi l'impact de leur propagande sur les populations de la zone. L'un des représentants de l'Azawad a d'ailleurs insisté sur l'urgence d'établir des structures visibles par cette population dont une grande partie demeure encore en

fuite. La lenteur dans la mise en place de nouvelles structures scolaires à même d'assurer une scolarité normale aux enfants (la résolution fait également partie de l'accord) est l'un des éléments qui expliquerait ce retard.

Enfin, subsiste le problème de cantonnement des anciens éléments des groupes armés de l'Azawad anciennement engagés dans une lutte sans merci contre le gouvernement central. Ces combattants doivent être désarmés et cantonnés dans des sites afin que leurs mouvements puissent être surveillés durant une certaine période.

Voilà en gros les points urgents de l'accord à mettre en œuvre et ce n'est pas un hasard là aussi si la communauté internationale a décidé de s'investir pour la concrétisation du projet.

Frappés de plein fouet par le terrorisme, plusieurs pays, dont la France et la Grande-Bretagne, ont décidé de soutenir,

y compris financièrement, la mise en œuvre de cet accord. Mais les moyens accordés sont, semble-t-il, en deçà des attentes et des besoins, ce qui a amené le représentant spécial du SG de l'ONU pour le Mali à appeler la communauté nationale à s'investir davantage pour la résolution de la crise malienne.

Il faut en outre retenir que la réunion de haut niveau qui s'est déroulée lundi dernier à l'hôtel El-Aurassi a été initiée par l'Algérie, soucieuse au plus haut point d'aboutir à la concrétisation des longs efforts consentis pour le rétablissement de la paix et de la réconciliation au Mali.

Elle s'est clôturée dans la soirée avec la signature d'un document mettant en exergue l'urgence de l'application des clauses de l'accord.

La sécurité de l'Algérie, et notamment de ses zones frontalières, en découlera indubitablement.

A. C.

LES PATRIOTES ET LES GARDES COMMUNAUX REJETTENT**LA NOUVELLE CONSTITUTION**

Le RCD apporte son appui

Le RCD soutient l'Alliance nationale patriotique (ANP) dans son rejet du projet de la nouvelle Constitution qui fait l'impasse sur la résistance citoyenne contre le terrorisme.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un soutien franc et sans équivoque que la direction du parti a signifié à l'occasion d'une rencontre qu'elle a eue avec le bureau national de l'ANP, cette entité qui regroupe les gardes communaux, les patriotes, les membres de groupes de légitime défense et les familles victimes du terrorisme.

Au souci de ces derniers quant à l'occultation du rôle de la résistance et le combat patriotique dans les années 90 par le pouvoir politique dans les années 90 dans le projet de la nouvelle Constitution, estimant que ce n'est

là que le prolongement de la confusion et de l'impunité consacrée par la charte dite pour la paix et la réconciliation nationale, le président du RCD a rappelé à ses hôtes que son parti «ne s'est jamais inscrit dans le cadre de la réconciliation imposée par un référendum organisé par l'administration et qu'il a pris position avant sa promulgation pour l'installation d'une commission vérité et justice accompagnée par un mécanisme de justice transitionnelle comme le revendiquent toutes les associations de victimes». Mohcine Belabbas réitérera, comme relevé

dans un communiqué rendu public, hier, «la plus haute importance de solder ce lourd passif avant de tourner la page», considérant «l'impunité et l'amnésie» comme étant «le terreau des conflits futurs forcément plus violents». Et de rappeler, concernant le combat des patriotes, des gardes communaux et autres membres des GLD et familles des victimes du terrorisme, pour la reconnaissance de leur sacrifice et la consécration de la résistance populaire contre le terrorisme dans les années 1990, «son rôle durant ces années», réitérant, fort logiquement, son soutien à une telle démarche. A la même occasion, le président du RCD a eu à donner un aperçu sur son combat pour rassembler les forces politiques et sociales autour d'enga-

gements pour doter le pays d'une Constitution consensuelle fondée sur un Etat civil et républicain, un équilibre des pouvoirs, la protection de toutes les libertés, l'égalité en droits de tous les citoyens algériens et la consécration d'un organe de gestion des compétitions électorales.

Un projet de rénovation nationale qui, selon Belabbas, «suppose que la vérité soit connue sur toutes les périodes troubles de notre lutte de libération et depuis l'indépendance».

Avant d'être reçu au RCD dans l'après-midi de lundi, le bureau national de l'ANP a eu, dans la matinée, des entretiens avec les directions nationales du mouvement Islah et du parti des Avant-gardes des libertés.

M. K.